

**Gilduin Davy, Raphaël Eckert, Virginie Lemonnier-Lessage (dir.), *Histoire, peuple et droit. Mélanges offerts au professeur Jacques Bouveresse***

**Anne-Sophie Chambost**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/992>

DOI : [10.4000/quaderni.992](https://doi.org/10.4000/quaderni.992)

ISSN : 2105-2956

**Éditeur**

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

**Édition imprimée**

Date de publication : 5 mai 2016

Pagination : 135-138

**Référence électronique**

Anne-Sophie Chambost, « Gilduin Davy, Raphaël Eckert, Virginie Lemonnier-Lessage (dir.), *Histoire, peuple et droit. Mélanges offerts au professeur Jacques Bouveresse* », *Quaderni* [En ligne], 90 | Printemps 2016, mis en ligne le 05 mai 2016, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/992> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.992>

---

Tous droits réservés

◆  
*Histoire, peuple et droit. Mélanges offerts  
au professeur Jacques Bouveresse.*

Gilduin Davy, Raphaël Eckert,  
Virginie Lemonnier-Lessage (dir.)  
Mont-Saint-Aignan, PURH, 2014

◆  
*par Anne-Sophie Chambost*  
Université Jean Moulin – Lyon 3  
CLHDPP - CTAD

Dans le petit monde de l'histoire du droit, le nom du professeur Jacques Bouveresse est un symbole puissant d'un soutien généreux apporté aux jeunes chercheurs ; nombreux sont en effet ceux qui, à un moment ou à un autre de leur parcours, ont été accueillis à la faculté de droit de Rouen pour une durée plus ou moins longue, pendant ou après la réalisation de leur thèse de doctorat. Aux côtés de quelques éminents collègues du professeur Bouveresse, la plupart des contributeurs historiens du droit de ce volume de *Mélanges*, aujourd'hui en poste dans différentes facultés françaises, a donc voulu témoigner à la fois de l'attention sans faille du professeur Bouveresse aux jeunes chercheurs, mais aussi de son attention constamment portée à la sauvegarde et au renouvellement de la discipline.

*Histoire, peuple et droit* : autour de ces trois termes, le titre de ces *Mélanges* apparaît comme une évocation des principaux axes de recherches du dédicataire – que synthétise sans doute au plus haut point le fameux manuel d'*Introduction historique au droit du travail* coécrit avec feu le professeur Gérard Aubin, et publié aux P.U.F. en 1995 (la grande qualité de l'ouvrage tient au fait qu'il se situe aux confins de l'histoire du droit, des institutions et des idées politiques). Le titre retenu pour ces *Mélanges* unit donc entre elles les différentes contributions, dans lesquelles il faut bien admettre que selon un procédé propre à l'exercice, chaque contributeur tire le sujet de son article vers ses propres intérêts et ses périodes de prédilection. Certains des contributeurs témoignent toutefois de discussions animées avec le professeur Bouveresse pendant leur séjour à Rouen, interlocuteur enthousiaste dont transparaît au

passage l'insatiable curiosité pour les recherches des autres. Les principaux champs de l'histoire du droit sont ainsi représentés, offrant au passage une illustration de la grande richesse d'une discipline pour laquelle le dédicataire a œuvré sans relâche, et de sa capacité à éclairer certains débats actuels ; on verra en particulier la contribution de Cyrille Dounot sur la renonciation au pontificat, qui met en perspective la renonciation de Benoît XVI le 11 février 2013 avec les débats de la doctrine canonique moderne autour de la validité d'une telle renonciation.

De cet ensemble hétéroclite, on aurait sans doute pu s'attendre à un regroupement thématique des différentes contributions, qui auraient été réunies sous chacun des trois termes du titre ; l'organisation de l'ensemble s'en serait trouvée plus dynamique, pour éveiller la curiosité du lecteur vers des articles se répondant (cela vaut en particulier pour les trois articles traitant du droit normand... auxquels on aurait pu ajouter la contribution de Fabrice Desnos sur Arsène Lupin, *L'Aiguille creuse* oblige !). Mais le déroulement de l'ouvrage s'organise plus simplement selon un enchaînement chronologique – choix qui s'explique sans doute par le caractère très éclaté des contributions de ces Mélanges, dans lesquels, au fil d'une lecture discontinue, le lecteur piochera donc ce qui l'intéresse, dans un vaste ensemble passant de l'antiquité grecque (le procès pénal attique du V<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) à la période contemporaine ; l'ouvrage se concluant sur un point de vue passionnant sur l'union monétaire européenne, sur lequel pèse l'ombre de la crise grecque... manière de boucler la boucle !

Dans cet ensemble résolument juridique, les lecteurs de la revue *Quaderni* liront la contribution de Jacques Krynen (« La maîtrise royale du Conseil du roi »). Dans cet habile exercice de démonstration de l'utilité contemporaine de l'histoire du droit, l'auteur invite à méditer sur une vision du pouvoir à partir d'un jeu de miroirs entre les réticences actuelles de l'opinion pour la présence de conseillers plus ou moins occultes dans les cabinets ministériels, ce « règne des entourages » accusé de pervertir le jeu normal de la démocratie représentative, et un ensemble de réflexions émises au fil de l'histoire à propos du Conseil du roi, centre de l'organigramme de l'État monarchique (dans lequel le roi est précisément supposé *gouverner par conseil*) ; si la perspective s'est élargie du XIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (d'une approche éthique de la fonction royale à une approche plus politique de l'art de gouverner), l'article démontre non seulement que la maîtrise du Conseil (i.e. de sa com-

position) fut une préoccupation constante des rois, mais on comprend aussi que, sur la longue durée, cette maîtrise a certainement prévenu l'installation d'un quelconque entourage ou de quelque favori au sommet de l'État ; l'article se conclut sur ce passage des *Mémoires* de Louis XIV à destination du Dauphin, lointain écho des *Miroirs* et *Institutions du Prince* du Moyen Âge, et dont l'enseignement semble devoir être encore médité : « *Ce ne sont pas les bons conseils ni les bons conseillers qui donnent la prudence au prince ; mais c'est la prudence du prince qui seule forme les bons ministres, et produit tous les bons conseils qui lui sont donnés* ».

Dans la contribution de Cédric Glineur (« Le conseil général du Nord et le travail des enfants (1841-1874) ») on suit les discussions autour du développement d'une politique sociale originale et ambitieuse pour le département du Nord, le premier à s'être doté d'une inspection du travail des enfants – politique manifestement motivée (ce que l'article ne souligne sans doute pas assez) par la volonté de contenir les revendications ouvrières et socialistes. De la réception réticente de la loi Guizot (loi du 22 mars 1841, première loi sociale qui autorisait l'État à pénétrer au sein des usines) jusqu'à l'adoption de la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, l'arrière-plan politique et administratif de la création et de la pérennisation de cette inspection du travail des enfants est parfaitement restitué, à partir d'un important travail de dépouillement des archives du Conseil général du Nord. L'article montre bien en particulier comment le Conseil général est pris entre un souci d'amélioration sincère du sort des ouvriers, et les réalités économiques du temps – on y voit en particulier comment les risques de la concurrence provoquée par le traité de libre-échange entre la France et le Royaume-Uni au début des années 1860 l'incitent à promouvoir une inspection au plan national.

Autre article, résolument d'actualité et dans lequel les enjeux de la communication sont importants : dans « L'impôt et la République », la question de la fiscalité est abordée par Guy Quintane comme une grille d'interprétation de la crise du modèle républicain. Après un intéressant rappel historique sur l'histoire de la fiscalité (dont la question du suffrage censitaire est toutefois étrangement absente), l'article développe en quoi la moindre mobilisation de l'impôt affecte nécessairement le modèle républicain : synonyme d'un rétrécissement de l'espace public, lié à l'affaiblissement de l'action publique, il influence la structure et les équilibres de la société républicaine. L'article



développe de façon très précise les motivations politiques de la baisse du prélèvement fiscal, mais il est étonnant qu'à aucun moment l'auteur n'évoque les enjeux de la résistance civile par le refus de l'impôt.

Au fil des dix-huit contributions réunies dans ces Mélanges, dont on s'excuse auprès des contributeurs de n'avoir pu s'arrêter sur chacun de leurs articles, le lecteur évolue donc d'un thème à l'autre, comme il déambulerait dans un cabinet de curiosités dont la mosaïque des propositions constitue un reflet fidèle de la grande curiosité intellectuelle du dédicataire. On regrettera simplement pour finir que manque à ce volume une liste des ouvrages et articles du professeur Bouveresse, liste qui aurait contribué à dessiner, en creux, un portrait scientifique du dédicataire de ces textes d'hommage.